

DÉCLICS

#12
décembre
2012



OXFAM

Magasins du monde

et des claqués

DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE :

POUR UNE AUTRE VISION DE

L'ÉCONOMIE



TROC de frocs et
fripes **SANS FRIC**



BELGIQUE-BURKINA-FASO

La gestion participative,
une belle utopie ?

SOMMAIRE

| | | |
|--|---|-----------|
|  | NEWS | 3 |
|  | DOSSIER | |
| | Démocratie économique : penser un nouveau modèle économique pour le Chili | 4 |
| | La démocratie économique, kezako ? | 6 |
|  | CHEZ VOUS | |
| | Envie de bouger ! | 8 |
|  | C'EST POSSIBLE ! | |
| | Troc de frocs et fripes sans fric ... | 9 |
|  | REGARDS CROISÉS | |
| | La gestion participative, une belle utopie ? | 10 |
|  | NOS PRODUITS CIAP | |
| | Une organisation ambitieuse et participative | 12 |
|  | ZOOM | |
| | Les grandes mobilisations citoyennes sont-elle encore utiles ? | 14 |
|  | DÉCALÉ | 15 |

ÉDITO DÉCLICS #11

LA DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE, UNE ANCIENNE UTOPIE À RÉINVENTER

Il est parfois bon de se replonger dans le passé pour y chercher des idées nouvelles.

Avec les bouleversements de la révolution industrielle apparaissent les premières coopératives en Belgique. C'était le temps de l'utopie. Pour faire face au coût de la vie, des travailleurs ont une idée totalement novatrice : se rassembler pour acheter du pain moins cher et veiller à sa qualité. C'est ainsi qu'en 1880, naît à Gand la coopérative 'Vooruit' (En avant). Très vite, Vooruit étend ses activités à toutes les branches du commerce et même de l'industrie, tout en finançant des œuvres politiques et d'éducation. En 1885, la coopérative se rend célèbre en fournissant pas moins de 10.000 kg de pains aux mineurs du Borinage en grève. Ce geste restera comme un moment fort dans l'histoire ouvrière de la Belgique.

Notre époque est, paraît-il, moins propice aux utopies... Pourtant, malgré, ou peut-être grâce aux crises, des initiatives solidaires fleurissent un peu partout, en Belgique comme ailleurs. Tout comme ces ouvriers belges du XIX^{ème} siècle, les artisans chiliens de Pueblos del Sur prouvent qu'ensemble, on est plus fort pour faire face aux injustices du modèle économique néolibéral. Pour Oxfam-Magasins du monde, le commerce équitable est une de ces utopies qu'il faut sans cesse remettre sur le métier et réinventer, pour le rendre plus efficace et en phase avec les nouveaux enjeux sociétaux, au Nord comme au Sud de la planète...

Roland d'Hoop

BON D'ABONNEMENT A DECLICS ET DES CLAQUES

Nom et prénom :

Société (facultatif) :

Rue :

Code postal : ville :

Adresse mail :

Je souhaite m'abonner à la newsletter de Déclics (inscrivez-vous sur www.omdm.be/newsletter)

Je souhaite recevoir gratuitement un exemplaire de Déclics à mon adresse privée

Je souhaite recevoir gratuitement Déclics à l'adresse de ma société, en 15 exemplaires

Bon à renvoyer par la poste à Oxfam-Magasins du monde –
Abonnement Déclics, 285 rue Provinciale, 1301 Wavre.

Votre adresse sera incluse dans notre base de données. La loi sur la vie privée vous permet de consulter ou de rectifier les données vous concernant dans le fichier ou de choisir de ne plus y figurer.

Rédaction:
Magazine d'OXFAM-
Magasins du monde
N°11, octobre 2012
Paraît 4 fois par an.

Comité de rédaction:
Rédacteur en chef :
Roland d'Hoop
Conseiller à la rédaction :
Saâd Kettani.

Ont contribué à ce
numéro : Olivier Bailly,
Hélène Brédart, Corentin
Dayez, Roland d'Hoop,
Patrick Veillard, Catella
Willi, Chloé Zollman.
redaction@mdmoxfam.be
www.omdm.be/declics

Editeur responsable :
Marc Dascotte,
Directeur Général,
OXFAM
Magasins du monde,
285 rue Provinciale
1301 Wavre.

Graphisme :
Manuela Riozzi.
www.h2so4studio.com

Illustration :
Coiffeurs pour Dames



Pour l'occasion, au
salon: JBG6, Thomas
Mathieu, Bruno Wesel,
Nicolas Pinet et Olivier
Van Vaerenbergh.

www.coiffeurspour-dames.com

Imprimé sur papier
recyclé et FSC.

Ce magazine est réalisé
avec le soutien de la
Direction Générale
de la Coopération au
Développement.

LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT 



NEWS

VIVE LES VACANCES À LA MER !

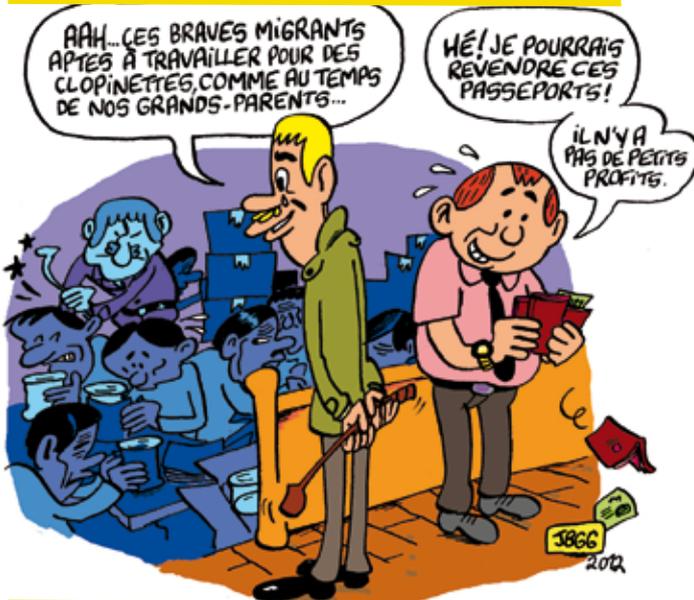


Les îles paradisiaques vous font rêver ?

Bienvenue sur le '7^{ème} continent' ! Vous aurez la chance d'y découvrir ce que l'homme produit de mieux : des déchets à perte de vue, piégés par les courants marins. Située dans le Nord-Est de l'océan Pacifique, cette «soupe de plastique» s'étend sur une surface d'environ 3,4 millions de km² (6 fois la France). Sur les 260 millions de tonnes de plastique produites chaque année dans le monde, on estime que plus de 10% aboutit dans les océans. Et pour longtemps encore ! S'il faut environ 20 ans pour qu'un sac de plastique se dégrade ... comptez 450 ans pour une bouteille !

A voir sur <http://tinyurl.com/br99crm>

GRANDE-BRETAGNE : TRAVAIL FORCÉ DANS L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE



Une étude de la Fondation Joseph Rowntree a dévoilé les pratiques abusives auxquelles sont soumis les travailleurs migrants dans l'industrie alimentaire britannique. Selon cette étude, leur précarité économique les rend encore plus vulnérables au chantage exercé par les employeurs et intermédiaires. Sur 62 migrants interviewés, l'enquête a en effet recensé 14 pratiques d'exploitation : menaces, chantage, salaires impayés, surveillance constante, documents d'identité confisqués, logements liés à leur performance, ... Les chercheurs prônent dès lors un renforcement des réglementations, ainsi qu'une augmentation des ressources allouées aux organisations travaillant avec les migrants.

Pour en savoir plus : <http://tinyurl.com/crv8tgr>

CACAO AU PRIX JUSTE !

Le gouvernement ivoirien a décidé de réformer sa filière du cacao au profit des paysans qui le récoltent et le produisent. Comment ? En imposant un prix minimum de vente pouvant atteindre 50 ou 60% du prix d'exportation. Cette réforme entend s'attaquer aux enjeux spécifiques du cacao ivoirien : le travail des enfants, le vieillissement des arbres, la contrebande vers le Ghana et le règne de bandes mafieuses.

Ces changements adviennent alors que des grosses pointures du chocolat, telles que Mars et Ferrero, se sont fixées pour 2020 des objectifs de 100% de cacao 'certifié'... mais pas équitable. Nuance majeure : la certification par des labels tels que UTZ met l'accent sur des bonnes pratiques agricoles et environnementales sans pour autant garantir un prix minimum aux paysans. Les multinationales surfent ainsi sur la mode de l'équitable tout en excluant l'un de ses critères fondamentaux. L'audacieuse réforme risque-t-elle de contrarier les multinationales qui

NOS MOTEURS DOIVENT SE SERRER LA CEINTURE !



Pour lutter contre le changement climatique, l'Union européenne impose l'utilisation de 10% d'agrocultures dans les transports à partir de 2020. Le problème, c'est que cette énergie provient en grande partie de stocks alimentaires également nécessaires pour nourrir le monde. La révision récente de cet objectif à la baisse est donc une bonne nouvelle, mais n'est pas une victoire pour autant. Non seulement elle ne permettra pas de freiner l'actuelle envolée des prix alimentaires, mais elle ne tient surtout pas compte du fait que ces agrocultures n'influent en rien sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre. La solution la plus efficace ? Une réduction volontaire de notre consommation de carburant de 10% ! Malin, non ?

Pour en savoir plus :

<http://tinyurl.com/d2k3vtj>
<http://tinyurl.com/d3g9ruj>

espéraient faire certifier leur production sans se soucier des conditions de vie des planteurs ? Probablement ! Mais sont-elles en mesure de continuer leurs 'business' en se passant du cacao ivoirien ? Affaire à suivre.

Pour en savoir plus : <http://tinyurl.com/c4rd6y2>



PENSER UN NOUVEAU MODÈLE ÉCONOMIQUE POUR LE CHILI

Catella Willi

CERTAINS DE NOS PARTENAIRES CONSIDÈRENT LE COMMERCE ÉQUITABLE COMME UN LABORATOIRE D'EXPÉRIMENTATION SOCIALE, UN OUTIL POUR DÉNONCER LES RÈGLES DU COMMERCE TRADITIONNEL ET L'ULTRALIBÉRALISME. C'EST LE CAS DU GROUPEMENT D'ARTISANS DE PUEBLOS DEL SUR AU CHILI. UN MODÈLE QUI POURRAIT FAIRE RECETTE, TANT DANS LES PAYS DU SUD QUE CHEZ NOUS !

> UN PEU D'HISTOIRE

Partenaire historique d'Oxfam-Magasins du monde, Pueblos del Sur a largement bénéficié de notre soutien pour le développement d'un projet né à la fin de l'époque Pinochet. Nous sommes à la fin des années 80, un nouveau président succède au dictateur, et une réforme de la constitution allège l'influence de l'armée sur la société. En 1991, un groupe de jeunes artisans profite de ce nouvel espace de liberté pour fonder Pueblos del Sur. Son objectif : renforcer la dignité et le statut des artisans.

Sous le règne de Pinochet, les artisans étaient en effet contraints de vendre leurs produits sous le manteau. Les communautés indigènes Mapuche étaient sévèrement réprimées, et leur artisanat était considéré comme un art 'suspect'. Dès sa création, Pueblos del Sur choisit de fonctionner comme une entreprise autonome pour défendre la dignité des artisans et les valeurs du commerce équitable dans un Chili marqué par l'ultralibéralisme.

> LA FRAGMENTATION SOCIALE GAGNE DU TERRAIN

Aujourd'hui, les producteurs de Pueblos del Sur déplorent les conséquences sociales d'un modèle économique qui creuse de plus en plus ses failles. Depuis quelques années, l'organisation relève que 'l'hétérogénéité des composantes sociales' est de plus en plus menacée, surtout dans les villes. Le chômage, le sous-emploi, les emplois précaires, le développement du secteur informel et la tertiarisation du monde du travail ont conduit à une plus grande fragmentation sociale. Cette dernière a des conséquences sur la démocratie politique. Les relations de pouvoir se substituent au principe de représentativité, et ce, à tous les niveaux, jusqu'à finalement s'instituer en mode de gouvernance. Pour Pueblos del Sur, le commerce équitable s'érige en véritable instrument de la démocratie économique, une alternative concrète au modèle dominant mais aussi un moyen d'agir par ricochet en faveur de la démocratie politique.

> UNE VOLONTÉ DE CHANGER LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE

Pour Pueblos del Sur, il est important de renforcer le système éducatif - longtemps considéré comme l'apanage de l'élite au Chili - et de mettre en place une politique sociale visant à garantir les droits des populations défavorisées. Pour que l'on puisse réellement parler de démocratie, il faut pouvoir y associer tous les groupes de la société, y compris les plus marginalisés, et donner des chances égales aux autres groupes. Sur base de ce credo, l'organisation mène des activités de sensibilisation et de plaidoyer afin de faire connaître les valeurs du commerce équitable auprès d'un large public.

> UN STATUT PARTICULIER

Dans les années 1990, beaucoup d'ONG ont vu le jour au Chili, la plupart dotées d'un statut d'entreprise privée comme Pueblos del Sur. Malgré cette spécificité légale, le mode d'organisation de l'association repose sur la représentativité de toutes les parties prenantes au niveau de l'Assemblée générale annuelle. Les producteurs d'artisanat et les employés de l'organisation de commercialisation sont conviés à exprimer leur avis sur les comptes de l'organisation ou les politiques globales à suivre. Ce n'est pas un Conseil d'Administration qui prend les décisions opérationnelles, mais ce qu'ils appellent la 'Direction administrative, financière et du contrôle qualité'. Cet organe inclut les artisans élus lors de l'Assemblée générale et se charge également de la direction administrative de l'organisation.



Photo : Sarah Vandecasteele.

Chez Pueblos del Sur, les travailleurs participent à l'Assemblée générale annuelle, ce qui leur donne la possibilité de s'exprimer sur les choix de l'entreprise.

« AGIR » SUR TOUS LES FRONTS À LA FOIS

Grâce à la formation des jeunes et la création d'emplois, Pueblos del Sur lutte activement contre l'exode rural. Une partie des bénéfices de l'activité commerciale est affectée à un fonds social qui passe des conventions avec des centres médicaux pour permettre aux artisans d'accéder aux soins. Lors du séisme qui a lourdement touché le Chili en février 2010, l'organisation a aussi mobilisé des ressources et constitué un fonds social pour aider les artisans à reconstruire les habitations et les ateliers, réparer les fours pour le verre recyclé et racheter des outils et des matières premières.

Côté produits, un travail continu d'information sur les tendances du marché européen et du développement de nouveaux produits, crée des opportunités nouvelles. L'organisation vise le renforcement des capacités de production des artisans et leur fournit aussi un appui commercial. En outre, Pueblos del Sur consacre ses bénéfices au développement de son activité économique, ainsi qu'à la constitution d'un fonds pour octroyer à ses membres des prêts sans intérêts.

UN PAYS TROP RICHE EN MATIÈRES PREMIÈRES ?

Dans le souci de respecter l'environnement, Pueblos del Sur valorise les ressources naturelles locales (cuivre, argent, bronze, pierres semi-précieuses, etc.). Mais la richesse du Chili en matières premières minières pourrait bien s'avérer un handicap. En effet, le prix élevé du cuivre fait entrer dans le pays un nombre plus important de devises étrangères, ce qui fait monter le cours de la monnaie chilienne et rend les produits que le Chili exporte plus coûteux. En conséquence, les prix des produits artisanaux sont plus chers et trouvent moins d'acheteurs aux Etats-Unis et en Europe, principaux marchés pour ces produits. Plus généralement, la dépendance vis-à-vis des fluctuations du marché des matières premières et des devises est un élément crucial pour nombre d'organisations de commerce équitable. Elles subissent ainsi doublement les conséquences de la crise dans nos pays. Enfin, la concurrence des produits provenant de Bolivie et du Pérou qui bénéficient d'un coût plus bas de la main d'œuvre ne fait qu'aggraver la situation. Aussi, Pueblos del Sur crée-t-elle des produits en matières recyclées, telles que le verre et le cuivre afin de réduire ses coûts et de préserver l'environnement. Cependant, on le voit, les enjeux auxquels fait face l'organisation dépassent de loin le cadre de ses activités.

> UN SYSTÈME COMPÉTITIF OU PARTICIPATIF ?

Le fameux impératif de 'compétitivité', aussi abstrait qu'impersonnel pour le citoyen, renvoie Pueblos del Sur au problème plus fondamental de la formation et des choix de société. Depuis quelques années au Chili, de nombreuses manifestations en faveur d'une 'éducation pour tous' sont menées par les étudiants et leurs sympathisants. S'y greffent des revendications concernant l'accès à l'alimentation et à la santé. Plus encore, l'association Pueblos del Sur revendique «une nouvelle matrice qui fixe d'autres relations entre l'Etat, le système politique et les acteurs sociaux».

Pour elle, «l'Etat devrait être un agent de développement au service des réformes sociales. Le système politique réglerait les conflits en les arbitrant, tandis que les acteurs sociaux seraient un vecteur d'expression et de participation. Les trois composantes collaboreraient à tous les niveaux en incluant les citoyens». Ces propos de Pueblos del Sur nous interpellent sur notre propre vision de la démocratie et sur le rôle des acteurs qui l'animent. A la faveur de la crise économique et des mesures d'austérité, des citoyens de l'Union européenne voient également certains droits reculer et les acquis sociaux diminuer. Une preuve de plus que la démocratie économique est la voie à suivre.

LA DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE KEZAKO ?

Patrick Veillard

DÉMOCRATIE. ÉCONOMIE. VOILÀ DEUX MOTS QUE L'ON N'A GUÈRE L'HABITUDE D'ASSOCIER. LA DÉMOCRATIE N'EST-ELLE PAS LE DOMAINE DE LA POLITIQUE ET DES POLITICIENS ? L'ÉCONOMIE CELUI DU MARCHÉ LIBRE ET DES BUSINESSMEN ? CE N'EST BIEN SÛR PAS SI SIMPLE.

La crise économique actuelle, qui a vu les banques mutualiser leurs pertes tout en privatisant leurs profits, montre à quel point les politiques sont devenues subordonnées au monde économique. Trois décennies de libéralisation et de concentrations aux tendances monopolistiques ont ainsi donné aux marchés un pouvoir totalement démesuré, leur permettant de dicter leur loi à des politiciens pourtant mandatés pour protéger l'intérêt général.

C'est là que la notion de démocratie économique prend du sens. Au lieu de limiter le contrôle citoyen au seul champ politique – que ce soit sous forme de démocratie directe ou représentative – l'idée est ici de pénétrer la sphère économique, déterminante sur la vie des individus et des collectivités. Remettre l'économie au service de l'humain, en redonnant au citoyen la place qu'il mérite face à l'entrepreneur, à l'actionnaire ou au consommateur.

> DIFFÉRENTS ESPACES DE CONCRÉTISATION

Concrètement, redonner – ou reprendre – cette place peut se réaliser à tous les niveaux de la société, car la démocratie économique est un enjeu qui appartient à l'ensemble des citoyens. Les GASAP, les monnaies locales complémentaires, les initiatives de finance solidaire, etc. sont ainsi des exemples d'espaces d'économie solidaire où les citoyens peuvent expérimenter de manière autonome et bénévole des alternatives démocratiques aux entreprises classiques. En bref, localiser et dynamiser les échanges de biens, services ou savoirs, au service des citoyens.

L'entreprise – le cœur de l'économie de marché – est un autre espace où le concept peut être décliné. Un nombre croissant d'entreprises d'économie sociale mettent ainsi en place diverses pratiques de démocratisation : association des employés aux décisions, réinsertion des exclus, réallocation des excédents dans l'entreprise, compte-rendu des pratiques sociales et écologiques, etc. De nombreuses formes juridiques permettent de structurer ces pratiques mais le modèle coopératif est

sans doute l'un des plus pertinents, de par ses règles de gouvernance démocratique (principe 'un membre, une voix', adhésion volontaire et ouverte à tous, etc.). De même, de nombreux parallèles existent avec l'expérience économique alternative qu'est le commerce équitable.

> NOUVELLE STRATÉGIE D'OXFAM-MAGASINS DU MONDE

Ce n'est donc pas un hasard si Oxfam-Magasins du monde a décidé de faire de la démocratie économique sa nouvelle ligne stratégique. De fait, elle est sans doute l'une des organisations belges les mieux à même de décliner le concept. Du fait par exemple des parallèles avec le commerce équitable ou avec les vêtements de seconde main, de son fonctionnement démocratique, de celui de ses partenaires dans le Sud, souvent constitués en coopératives. Mais aussi et surtout car le cœur de son projet est constitué par son mouvement de bénévoles. Qui est mieux à même d'expérimenter, de rendre concrète et de faire évoluer cette démocratisation ? Meilleure compréhension de la transaction commerciale, de l'environnement économique hors et dans le magasin, actions de sensibilisation ou d'interpellation vers les citoyens-consommateurs, créations et expérimentations collectives d'alternatives économiques. Les possibilités d'actions à notre portée sont innombrables...

En déclarant l'année 2012 « Année internationale des coopératives », l'ONU a voulu mettre en évidence leur impact pour le développement économique, la lutte contre la pauvreté, la création d'emplois et l'intégration sociale.



Entreprise de Démocratie Économique



Entreprise Capitaliste Classique





CHEZ VOUS

ENVIE DE BOUGER !



THÉODORE ET MAÏTÉ, DEUX JEUNES COMME TANT D'AUTRES, AVEC LEURS RÊVES ET LEURS ESPOIRS. SIGNE PARTICULIER : LEUR MILITANTISME AU SEIN D'OXFAM-EN-ACTION. EN PLUS DES COURS, DES HOBBYS, DES AMIS, CES ÉTUDIANTS TROUVENT DU TEMPS À CONSACRER À UNE CAUSE QU'ILS PENSENT JUSTE. D'OÙ VIENT CETTE ENVIE DE CHANGER LE MONDE ? COMMENT S'Y PRENNENT-ILS POUR SENSIBILISER LEUR ENTOURAGE ? SANS PRÉTENDRE À UNE QUELCONQUE REPRÉSENTATIVITÉ DE LA MILITANCE CHEZ LES JEUNES, CE PETIT PORTRAIT VOUS RAPPELLERA PEUT-ÊTRE VOS PROPRES DÉBUTS DE BÉNÉVOLE OU DE CITOYEN ENGAGÉ...

Hélène Brédart

Chaque matin, avant d'aller en cours, Théodore avale son bol de muesli Oxfam. Pour lui, il ne s'agit pas uniquement d'un petit déjeuner. Militant de la tête au pied, il soutient les valeurs du commerce équitable depuis cinq années. Toujours au rendez-vous, Maïté et lui font partie intégrante des jeunes en action d'Oxfam. «Dès qu'on nous propose, on fonce», sourient-ils.

> L'IDÉALISME D'UN MONDE MEILLEUR

Leur parcours est identique. Très jeunes, dès l'âge de 14 ans, ils ont adhéré au JM, les jeunes magasins-Oxfam. Cette expérience, c'est en termes d'évidence que l'étudiante la relate. «Cela coulait de source», explique-t-elle. «Depuis toute petite, je participe aux déjeuners.» Au comité inter-JM, les élèves engagés dans des projets Oxfam de différentes écoles se rencontrent, c'est un véritable creuset pour de futures grandes amitiés. Théodore s'en souvient : «on y partageait des conversations avec des gens aussi motivés que nous. C'était génial ! L'idéalisme d'un monde meilleur s'y faisait toujours sentir».

> FAUX SALON DU GREENWASHING

Sensibilisation, festival et formation... leurs activités ont progressivement mûri. Chacune présente ses avantages. En plus d'un apprentissage sur le terrain, les jeunes assistent régulièrement à des conférences sur des enjeux d'actualité. A l'affût d'informations, ils se félicitent de cet enseignement très complet. Toutefois, un sentiment d'impuissance se dessine de temps en temps. «Entre les nombreuses problématiques, on ne sait pas toujours où donner de la tête. Avant, j'étais très préoccupée par le travail dé-

cent. Aujourd'hui, les questions climatiques ou d'accaparement des terres m'intéressent. On se forme dans tous les domaines. Cela ouvre l'esprit mais, en même temps, on n'est jamais investi totalement sur une question», explique Maïté. Leur militantisme, selon eux, doit toujours rester un plaisir. Théodore, le futur agronome raconte son meilleur souvenir : «Lors de notre dernière expédition à Esperanzah*, nous avons monté un faux 'salon du Greenwashing', une première. On n'allait pas vers les gens avec un discours moralisateur. On jouait une saynète provocante qui soulevait des questions de société. Notre stand avait comme sous-jacent objectif de vendre aux festivaliers de la pâte alimentaire super-chimique, réalisée dans des conditions douteuses. Tous n'ont pas compris directement. Certains riaient. Ce sont toujours de beaux moments».

> PROPOSER DES ALTERNATIVES

Le plus important, selon Maïté, est de proposer des alternatives. «Les gens entendent le problème qu'on pointe mais nous disent : on fait quoi alors ? On est toujours à la recherche de solutions à intégrer au quotidien». Quant aux copains extérieurs à l'ONG, pas question de leur rabâcher les oreilles ! «Je ne vais pas crier à chaque fois qu'un ami boit un coca. C'est important de pouvoir rester dans la société actuelle, avec des personnes qui pensent autrement.» Puis, au sein d'Oxfam-en-action, tous sont proches. Leurs inquiétudes, ils peuvent à tout instant se les confier. «On va droit dans le mur mais il faut vivre maintenant et profiter. Si on ne pense qu'à cet avenir noir, on se suicide. Se former, cela donne la niaque», termine Théodore.

> DEVENIR MOINS NAÏF

Théodore a 19 ans. Pour lui, militer c'est «se rendre moins naïf. On entend toujours que le monde va mal. Ici, nous sommes formés. On est sensibilisé à des problématiques concrètes. Puis, j'adore discuter». Ses débuts, il les doit au film d'Al Gore. «Cela m'a mis le pied à l'étrier. Puis, c'était un moyen d'expression. Je pouvais le regarder et en parler», se rappelle-t-il.

Étudiante en 2^{ème} année de psychologie, Maïté vient de la région namuroise. Fonceuse et motivée, elle a créé le premier JM de son école secondaire. «J'en ai parlé autour de moi. Avec l'appui de quelques profs, nous avons demandé l'autorisation à la direction. Cela consistait surtout en l'octroi d'un local pour stocker la marchandise». Mais ses actions ne se limitaient pas à cela. Elle rit : «Je luttais pour que les élèves amènent leur boîte à tartines. Cela peut paraître bête, il n'empêche que cela ferait déjà ça en moins d'aluminium !».

* ESPERANZAH! est un festival de World Music qui se tient chaque année, depuis 2002, à l'abbaye de Floreffe. Ce festival propose une programmation variée faite d'artistes connus et moins connus. Il trouve sa singularité dans la philosophie qu'il souhaite transmettre : tolérance, respect, égalité et découverte.





TROC DE FROCS ET FRIPES SANS FRIC

Olivier Bailly

REFILER LES VÊTEMENTS QUE VOUS N'AIMEZ PLUS ET EN TROUVER D'AUTRES À VOTRE GOÛT ? GRATOS ? C'EST POSSIBLE, MÊME PENDANT LES SOLDES.



> CONCURRENCE DÉLOYALE

Un beau succès. Entre deux et trois cents personnes viennent, chinent, trouvent leur bonheur, échangent. D'autres qui n'ont pas prévu le coup vont chercher de l'eau ou des gaufres pour capter la veste de leurs rêves. Les artistes récoltent les adresses e-mail pour la prochaine action, ils délimitent un endroit 'gratuit' où les vêtements peuvent être emportés sans un rond.

En 2011, la première édition, une patrouille de police a laissé les artistes faire leur troc. En 2012, la patrouille était plus réticente. L'INNO râlait. Concurrence déloyale d'après eux (c'est certain que pour le propriétaire des INNO, les Galeries Kaufhof et leur 3,4 milliards d'euros de chiffres d'affaires en 2011, il y a de quoi paniquer...).

Au coin de la rue Neuve. En pleine furie des soldes. Des tas de fringues par terre. Et puis ce type devant les vêtements. Il veut payer. Mais de l'autre côté, le vendeur ne veut pas. Il ne veut pas parce que ce n'est pas un vendeur. C'est un échangeur. Il attend un vêtement donné pour un vêtement pris. Mais il accepterait une chanson ou une belle histoire. Ou pourquoi pas une recette ? Mais l'homme, incrédule, ne veut pas. Il tourne les talons en marmonnant qu'un monde comme ça, ça n'existe pas...



> DÉSŒBÉISSANCE CIVILE

C'est pourtant de ce monde-là que veulent Anne-Catherine et Martin. Au commencement de l'événement, les deux artistes rêvaient avec des amis d'un théâtre politique. De réunion en réunion, les énergies s'étiolaient, se dispersent devant l'ampleur de la tâche. Reste la volonté d'agir concrètement, sur le terrain. L'époque fait la part belle aux Indignés, le couple invite alors Xavier Renou et son concept de 'désobéissance civile'. Une idée sort des longues discussions pour un monde meilleur : organiser un troc de vêtements le premier jour des soldes d'été, sur la rue symbole des promos à -50% : la rue Neuve. Lutter contre le consumérisme ambiant en remettant l'échange au cœur du Temple, sans être moralisateur. Juste proposer une autre possibilité.

> DÉPASSER LE CERCLE DES CONVAINCUS

Si Anne-Ca et Martin restent convaincus de la nécessité d'échanger pour changer le monde, ils constatent aussi les limites de l'initiative. Faut-il demander une autorisation à la ville alors que l'espace public est à tous ? Privilégier le symbole ou l'action ? Comment dépasser le cercle des convaincus ? Et avec le gratuit, «des gens n'ont plus été dans l'échange, explique Martin, mais dans l'aubaine compulsive. On passe alors à côté de l'intention».

Anne-Ca et Martin ne se découragent pas pour autant. Ils ont récemment organisé une réunion pour préparer 2013. Et Martin de se rendre compte d'un petit problème de calendrier : le 30 juin, ils se marient... Un coup de main serait le bienvenu et tant qu'on y est, personne n'aurait une robe blanche à échanger ?

Pour contacter Martin et Anne-Catherine : de.simples.citoyens@gmail.com

LA GESTION PARTICIPATIVE, UNE BELLE UTOPIE ?

Propos recueillis par Roland d'Hoop

LA GESTION PARTICIPATIVE¹ EST AU CŒUR DE LA NOUVELLE PIÈCE DE THÉÂTRE PROPOSÉE PAR L'ONG AUTRE TERRE ET L'ASSOCIATION 'LE BAOBAB' DU BURKINA FASO. CETTE PIÈCE, INTITULÉE 'COMME UN BAOBAB SUR LE PARKING', SERA EN TOURNÉE EN BELGIQUE EN OCTOBRE ET NOVEMBRE 2013. POUR EN SAVOIR PLUS SUR L'ORIGINE DE CE PROJET ET SUR SA PHILOSOPHIE, NOUS AVONS FAIT L'INTERVIEW CROISÉE DE HORTENSE YAMEOGO, COMÉDIENNE ET TRÉSORIÈRE DE L'ASSOCIATION 'LE BAOBAB, ET DE CINZIA CARTA, COMÉDIENNE ET SALARIÉE DU GROUPE TERRE DEPUIS UNE TRENTAINE D'ANNÉES.



HORTENSE YAMEOGO



CINZIA CARTA

Déclics : Que vous apporte, la gestion participative ?

Cinzia : Au travail aussi, nous avons le droit de donner notre avis ! Cela m'aide à mieux comprendre les mécanismes de gestion. La gestion participative, c'est aussi une manière de responsabiliser les travailleurs. Cela donne un sens à notre travail, on sait vers où on va.

Hortense : Susciter le débat nous permet d'avoir plus de transparence dans les décisions et de mieux nous entendre.

Déclics : Quelles sont les difficultés que cela suscite ?

Cinzia : Une des difficultés vient du fait que nous ne sommes pas habitués à faire de la gestion participative. Depuis notre plus jeune âge, on nous a dit «*tais-toi*», «*reste bien gentil*», «*écoute les plus grands, écoute ceux qui savent*». Chez Terre, c'est l'inverse : tout le monde a le droit de prendre la parole, quel que soit son niveau.

Hortense : Quand on est engagé dans l'économie sociale, on est malgré tout confronté à la concurrence des autres entreprises, qui ne fonctionnent pas de cette manière. Chez eux, c'est le patron qui décide, tandis que chez nous, il faut une concertation avant de décider. Mais le fait de pouvoir influencer les décisions renforce la motivation des travailleurs. Chacun se sent plus impliqué quand l'entreprise appartient à ceux qui y travaillent.

Cinzia : Ça ne vient pas tout seul, il faut un apprentissage pour que chacun ose prendre la parole. En assemblée générale lorsque nous devons prendre une décision, le responsable enlève sa casquette de responsable et se met au même niveau que le travailleur. Cela peut créer une confusion chez certains, qui s'effacent en pensant «*c'est mon responsable qui parle, donc je vais suivre son avis*».

Déclics : Mais ne faut-il pas permettre au chef de trancher et de prendre une décision ?

Cinzia : Nous faisons tout pour que cela ne se passe pas comme ça, et que chacun ait le même poids lors des assemblées générales. C'est pourquoi nous appliquons le principe 'une personne, une voix'. Par contre, au quotidien, le responsable est chargé de la gestion de son secteur et peut donc trancher sur certaines décisions.

Hortense : Chez nous aussi, c'est la majorité qui l'emporte. Nous ne sommes pas encore très expérimentés dans l'économie sociale, mais nous tentons d'expliquer aux gens qu'ils ont leur mot à dire. Hommes et femmes ont le même poids et nous veillons à ce que chacun puisse participer à la discussion.

Déclics : Y a-t-il une différence au niveau social ou au niveau de l'instruction ? Un universitaire sera-t-il plus écouté que quelqu'un qui n'a pas fait d'études ?

Cinzia : Non, nous avons gommé toutes ces différences grâce à l'application du principe 'une personne - une voix' en assemblée générale. . Même si les universitaires sont indispensables, lorsque l'on discute, on ne fait pas de diffé-

1. «Pour le Groupe Terre, la gestion participative en entreprise, c'est l'organisation des prises de décisions stratégiques, politiques et opérationnelles en impliquant directement l'ensemble des travailleurs* dans le débat et la décision, dans une optique d'intérêt général. »
* Sur base volontaire en Assemblée générale et dans les autres réunions organisées.

LE GROUPE TERRE

Le groupe Terre est un groupe d'entreprises d'économie sociale employant 300 personnes et regroupant 4 sociétés anonymes à finalité sociale et deux asbl (Terre et Autre Terre). Le secteur d'activité tourne essentiellement autour de la récupération. L'asbl Terre a gagné en 2012 le **GRAND PRIX DES GÉNÉRATION FUTURES**. Ce prix couronne chaque année une initiative de développement durable exemplaire dans notre pays.

<http://www.terre.be>



Déclics : Comment est née la pièce de théâtre ?

Cinzia : Nous avons envie de parler de notre mode de fonctionnement, de la gestion participative. Pour cela, Hortense et moi avons interviewé des travailleurs du groupe Terre et c'est de là qu'a été créé le scénario et que le spectacle a été mis en scène, en collaboration avec le Théâtre du Public.

Déclics : Pourquoi avoir choisi de monter cette pièce avec quelqu'un du Sud, et plus particulièrement d'Afrique ?

Cinzia : Le Nord et le Sud de la planète sont interdépendants. Pour qu'il y ait un changement global, il faut que la parole du Sud soit entendue. Le regard d'Hortense permet aussi de remettre en question certaines de nos habitudes, comme celle de la surconsommation ou du gaspillage.

LE BAOBAB

Cette association utilise le théâtre-action afin de sensibiliser différents publics aux enjeux sociaux de la mondialisation ou des inégalités Nord/Sud. Grâce notamment aux bénéfices engendrés par le théâtre-action et au soutien de l'ONG Autre Terre, le Baobab a pu développer dans le village de Villy, au Burkina Faso, des projets d'alphabétisation et de soutien à l'agroécologie. En ville, à Ouagadougou, elle met en place des projets de microcrédit, de vente de fripes et de théâtre-action.

<http://tinyurl.com/9lnv9ea>

rence. Comme nous avons plus de 15 nationalités parmi nos travailleurs, nous faisons aussi très attention au vocabulaire utilisé et veillons à ce que les informations soient comprises par tous.

Hortense : Chez nous, le taux d'analphabétisme est très élevé, et nous ne voulons pas rejeter ceux qui n'ont pas été à l'école. Nous prenons donc en compte toutes les bonnes idées, peu importe de qui elles viennent.

Déclics : Les travailleurs participent-ils à la discussion sur ce que l'on fait des bénéfices ?

Cinzia : Chez Terre, une partie du résultat est reversée à des projets de solidarité avec les pays du Sud. L'ordre de priorité dans l'affectation du résultat est décidé en assemblée générale. Selon nos différentes priorités, nous y décidons ensemble des investissements à faire et de la politique salariale.

Déclics : Ce modèle est-il rentable ?

Cinzia : Notre entreprise existe depuis 60 ans ! Notre objectif n'est pas de rétribuer des actionnaires mais de faire vivre un projet social. Notre résultat, nous le réinvestissons dans le fonctionnement, les salaires et dans des projets de solidarité.

Déclics : Quel est le message que vous voulez faire passer à travers cette pièce ?

Cinzia : Chaque personne a le droit d'avoir un travail et un revenu décent, quel que soit le pays où il habite. Et nous pouvons tous, si on le désire, rendre notre entreprise plus démocratique. Enfin, nous voulons mettre l'accent sur une économie au service de l'humain et non au service de la finance et du profit à tout prix.

Plus d'info sur la pièce 'Comme un baobab sur la parking' :

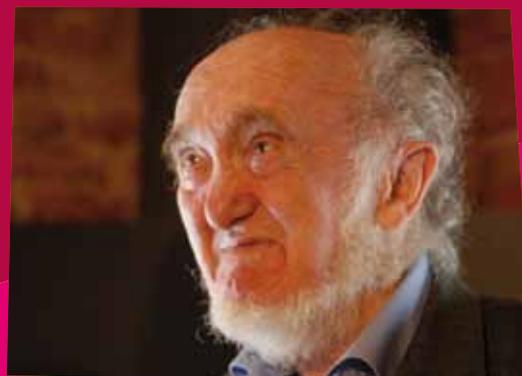
Philippe Dumoulin : Tél. 0495 48 94 92 - theatre.public@skynet.be

Cinzia Carta: Tél. 0471/84.49.02 - cinzia.carta@autreterre.org

TERRE VU PAR ALBERT JACQUARD

«Aujourd'hui, en participant à la réunion des travailleurs de Terre asbl, je me suis dit que ces gens étaient en train de fabriquer de la démocratie, un véritable endroit où les gens participent à la construction de leur destinée. Et que cette démocratie se développait aussi dans l'entreprise, sur leur lieu de travail. Une telle transparence de la part des responsables, une telle volonté de comprendre les enjeux de la part des travailleurs, tellement d'énergie dans la formation et l'éducation, ce sont là les ingrédients réels pour continuer à y croire.»

Extrait d'une conférence de M. Albert Jacquard
le 29 avril 2010, Terre - Fontaine-l'Évêque



CIAP UNE ORGANISATION AMBITIEUSE ET PARTICIPATIVE

Catella Willi

CIAP (« CENTRAL INTERREGIONAL DE LOS ARTESANOS DEL PERÙ ») EST UNE ASSOCIATION SANS BUT LUCRATIF QUI MÈNE DEPUIS 1992 PLUSIEURS ACTIVITÉS À LIMA ET DANS D'AUTRES RÉGIONS DU PÉROU : PRODUCTION D'OBJETS D'ARTISANAT, DÉVELOPPEMENT DU TOURISME ÉQUITABLE, CRÉATION D'UNE CAISSE D'ÉPARGNE SOLIDAIRE... AUTANT DE PROJETS QUI PRENNENT PLACE DANS UN PÉROU CONFRONTÉ AU CHOC QUI OPPOSE TRADITION ET MODERNITÉ ET AUX CONFLITS EN LIEN AVEC L'EXPLOITATION DES RESSOURCES MINIÈRES.



Composée de 21 groupes d'artisans organisés de manière collective, l'association **CIAP** permet à 700 travailleurs (2000 personnes si on inclut les familles) d'améliorer leurs revenus de manière régulière. Pour ces artisans, le soutien offert par l'association est d'autant plus important qu'ils vivent pour la plupart dans les quartiers pauvres de Lima et les hauts plateaux péruviens (Huancayo, Ayacucho et Puno). Les activités communautaires et sociales organisées par l'association sont primordiales pour les familles les plus défavorisées. Elles permettent entre autres de financer du matériel scolaire, d'acheter des vêtements et d'accéder aux soins médicaux. Les femmes sont les premières bénéficiaires des projets menés par CIAP. Nombreuses sont celles qui gèrent les entités locales ou sont actives en assemblée.

MICRO-FINANCE SOLIDAIRE

Si la prime payée aux artisans est bien sûr appréciable, une autre dimension de l'action de **CIAP** retient l'attention. Très active dans 'la micro-finance solidaire', comme elle le définit elle-même, cette organisation invite les producteurs à s'organiser pour mieux gérer la production. Grâce à sa coopérative de crédit, 'Cooperativa de Ahorro y Crédito', et, soulignons-le, en l'absence d'un système de crédit accessible aux plus démunis, les artisans peuvent échapper aux usuriers. Le préfinancement des commandes par des organisations de commerce équitable comme **Oxfam-Magasins du monde**, permet également aux producteurs de ne pas s'endetter pour acheter matières premières et outils.



UN ACTEUR LOCAL ET INTERNATIONAL

CIAP est membre de WFTO ('World Fair Trade Organisation'), l'organisation mondiale du commerce équitable. Au Pérou, **CIAP** est très active dans le cadre du 'Mouvement pour un commerce équitable et solidaire'. Ses initiatives en faveur de la démocratie économique jouent également un rôle dans les communautés où se trouvent les artisans. Comme elle développe le marché local de produits artisanaux, son message est de plus en plus entendu par les acheteurs de ses produits mais aussi des pouvoirs publics qui s'intéressent à ses activités. **CIAP** organise régulièrement des événements pour la société civile et les pouvoirs publics afin de promouvoir sa vision collective du développement économique.



LE PÉROU EN QUELQUES LIGNES

Le Pérou est connu pour ses célèbres trésors touristiques comme le Machu Picchu, la forêt amazonienne, et les Andes. Pourtant ce pays de 30 millions d'habitants est confronté aux enjeux très contemporains liés aux matières premières et doit répondre au choc des cultures entre modes de vie traditionnel et moderne.

Les activités du Pérou sont l'agriculture, la pêche, la culture des feuilles de coca, du papier, des minerais, du pétrole et des produits chimiques. Ses principaux partenaires sont les Etats-Unis et la Chine. La population est en grande majorité composée d'Amérindiens et de métis (d'origine mêlée européenne et amérindienne). Des écarts de revenus importants subsistent malgré la croissance économique. Par ailleurs, il existe de nombreux conflits autour de l'exploitation des mines d'or et de cuivre qui mettent en danger les ressources en eau et menacent les populations des hauts plateaux, notamment les agriculteurs.

UN MODE DE FONCTIONNEMENT DÉMOCRATIQUE

Les artisans de **CIAP** sont organisés de manière communautaire. Le fonctionnement des groupes d'artisans est basé sur le principe d'une assemblée qui organise les tâches et décide de la répartition des sommes allouées aux projets sociaux comme l'aide aux soins. Selon les groupes, ces assemblées ont lieu chaque semaine ou chaque mois. Par ailleurs, CIAP joue un rôle essentiel en servant d'intermédiaire entre les producteurs et les pouvoirs publics pour obtenir soutien alimentaire, bourses, aides techniques que ces artisans défavorisés et marginalisés ne pourraient obtenir seuls. De même, la valorisation des cultures et traditions artisanales indigènes fait partie des projets de CIAP. Ainsi, les artisans, leurs familles et leurs communautés trouvent dans cette activité économique bien plus qu'un gagne-pain. Il s'agit aussi de faire vivre et de partager leur identité culturelle !



ICHIMAY WARI : UN GROUPE QUI A OPTÉ POUR LE TRAVAIL COMMUNAUTAIRE

Le groupe de producteurs d'Ichimay Wari est un des 21 groupes que compte CIAP. C'est celui qui confectionne les personnages de crèches en céramique. Situé à Lurin, au Sud de Lima, ce groupe a rejoint formellement CIAP en 2000. Il est formé d'artisans qui avaient connu de mauvaises conditions de travail imposées par des employeurs peu scrupuleux. Du coup, ils se sont regroupés pour s'intégrer dans le projet proposé par CIAP.

Le groupe se compose de 18 coopérateurs dont l'activité se partage entre la céramique, le tissage et la confection de retables. Ils se réunissent tous les quinze jours et organisent deux fois par an une assemblée générale pour prendre les décisions importantes pour le groupe. Les artisans élus en assemblée dirigent pour deux ans les activités liées aux commandes, à la comptabilité, et à la planification de la production. Le contrôle de la qualité des produits est assumé par deux personnes nommées à cet effet.

Les activités du groupe s'étendent à l'organisation d'événements qui favorisent la vie communautaire. Ainsi des repas sont préparés par les artisans lors d'événements sportifs. Les artisans sont invités à unir leurs efforts pour partager les tâches de manière communautaire. Ils se joignent aussi à d'autres artisans dans les foires artisanales et organisent des concours de cadeaux à l'approche de Noël. Le groupe d'Ichimay Wari est également actif au niveau de la municipalité puisqu'il siège au Conseil participatif du développement de Lurin.



ZOOM

LES GRANDES MOBILISATIONS CITOYENNES SONT-ELLES ENCORE UTILES ?

Des sommets comme ceux de Copenhague, Durban ou Rio+20 ont rassemblé énormément de citoyens. Pourtant les décisions continuent d'être reportées ou restent largement insuffisantes face aux enjeux. Aujourd'hui, certains acteurs privés disposent de plus de moyens que les Etats ! Est-ce un hasard si les seules solutions envisagées sont liées à la création de nouveaux marchés économiques (marché carbone, agrocarburants, ...) ? L'enjeu consiste aujourd'hui à obtenir la démocratisation de l'économie.

AVEC ...



Avec une large mobilisation, les citoyens ne baissent pas les bras.



Une démocratie économique voit le jour: des initiatives collectives concertées démocratiquement influent dans un sens favorable au climat, à la solidarité, au développement durable.



Et le monde politique se sent soutenu par les citoyens, et peut prendre des décisions fortes.



SANS ...

Sans mobilisation, seule l'industrie apporte de soi-disantes solutions.



L'utilisation des OGM, la mainmise sur les agro-carburants, l'accaparement des terres se développeront encore. Le modèle économique néolibéral continuera d'engranger de l'argent, la situation climatique se dégradera.



Et le monde politique sera écrasé sous le poids des lobbyistes.



Le combat démocratique pour une société plus juste et plus écologique est plus que politique, il est aussi économique. Et il a besoin de tous !

Cette page est directement inspirée de l'analyse de Corentin DAVEZ "les grandes mobilisations citoyennes sont-elle encore utiles?", à voir sur: www.ondem.be/publications/analyse1/.

MOI JE VEUX BIEN MAIS NON

La @ubrique maraichère
du semeur (f)estival Olivier Bailly

Andrée, une des dernières maraichères pas chères:

«Allez allez, pas chers mes choux-fleurs !
Goûtez mes tomates !»

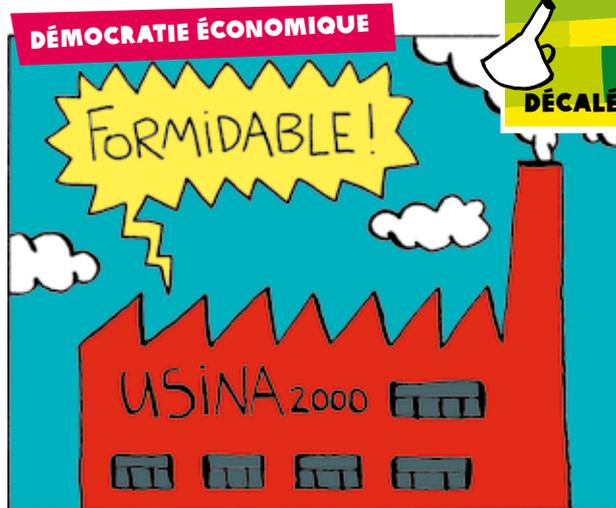
Un type surgit de derrière les cabas.

«Amende Andrée. Les mots sont à nous. Tu sais bien que tu dois crier : «Allez allez, pas cher mes choux-fleurs Syngenta ® ! Goûtez mes tomates Monsanto ® ! » »

Le sigle ® (R pour 'registered', enregistré) symbolise une marque déposée. Et comme Andrée ne sait pas rouler les R, les ® l'ont roulée. Dans la farine, dans le champ et même devant les tribunaux.

Cette fiction n'est plus très loin de la réalité. Si la Justice a débouté un brevet sur...le brocoli, Kokopelli a perdu son procès contre l'industrie agroalimentaire. Cette association française distribue 1500 semences anciennes ou rares dans le but de redynamiser la biodiversité. Pour les adeptes d'un monde uniforme, c'est de la concurrence déloyale parce que les petites graines ne sont pas enregistrées au catalogue officiel des semences potagères. Et alors me direz-vous ? Alors il est interdit de commercialiser des semences d'une variété dont l'objectif ne serait pas « d'assurer une productivité agricole accrue ». Dixit la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE). Et qui sont les sympathiques paysans qui peuvent nous promettre, la fourche sur le cœur, un bon rendement ? Monsanto évidemment, propriétaire d'un quart de l'étal mondial des semences. Car il n'y a pas que les tomates qui sont concentrées sur le marché des légumes. Une étude d'ONG suisse a constaté que « sur les 231 variétés de tomates protégées dans l'Union européenne, 84 (36%) sont la propriété de Monsanto et 61 (26%) appartiennent à Syngenta (un autre sympathique paysan à la Monsanto, NDLR). » Idem pour les poivrons et les choux-fleurs.

'Et le politique ? Notre parlement européen envisage de réduire le nombre de brevets accordés sur les semences (il est temps les gars ! Après plus de 2000 brevets sur nos légumes...). Le protocole de Nagoya, qui lutte contre la biopiraterie, a été adopté par les signataires de la Convention sur la Biodiversité (CBD) le 29 octobre 2010. Sur les 92 pays attendus à la signature, seuls cinq états l'ont ratifié. Il en faut 50 pour que le protocole entre en vigueur. On les espère pour 2014. En espérant que les carottes ne soient pas cuites d'ici là, entraîne-toi quand même à rouler les R, Andrée.



nicolas pinet

DEGAGEZ



**RAMASSEZ VOS AFFAIRES.
VOUS AVEZ DEUX MINUTES POUR PARTIR.
ARRÊTEZ DE PLEURER.
IL N'Y A RIEN À FAIRE.
FAITES TAIRE VOS ENFANTS.
DITES AU REVOIR À VOTRE MAISON.
NE REVENEZ JAMAIS !**

**POUR VOUS, CE N'EST QU'UNE FICTION.
ENCORE HEUREUX.**

C'est pourtant une réalité pour des milliers de familles en Afrique. Des recherches d'Oxfam ont montré que les transactions foncières à large échelle - souvent financées par des institutions comme la Banque Mondiale - expulsent les communautés locales de leur maison, et les privent de leur accès à la nourriture.

AGISSEZ MAINTENANT :

Demandez à la Banque Mondiale de geler temporairement ses investissements fonciers le temps de développer une politique forte pour mettre un terme aux accaparements de terres.

Signez la pétition sur WWW.CULTIVONS.BE



CULTIVONS
LA TERRE. LA VIE. LE MONDE.